

Genève, 13 mars 2014

**Contribution pour l'examen périodique universel (EPU)
Conseil des droits de l'homme des Nations Unies
Second cycle - 20e session - 20-31 octobre 2014**

KAZAKHSTAN – ETAT DE LA LIBERTE D'EXPRESSION

Introduction

Au **161e rang sur 180 pays** dans le classement mondial 2014 de la liberté de la presse de Reporters sans frontières, le Kazakhstan est marqué par de graves violations de la liberté de l'information. Les autorités kazakhes ont accepté **15 recommandations** à ce sujet lors du dernier examen périodique universel, mais **aucune n'a été suivie d'effet**. Au contraire, **la situation de la liberté de l'information n'a cessé de se dégrader, jusqu'à atteindre un point extrêmement préoccupant**. La répression dans le sang des émeutes de Janaozen en 2011 a marqué le début d'une spirale liberticide inédite, tendant vers l'élimination de toute voix critique du pouvoir. En janvier 2013, la fermeture des principaux médias d'opposition nationaux a porté un coup fatal au pluralisme des médias kazakhs.

En dépit des promesses répétées du gouvernement, la diffamation et la calomnie n'ont toujours pas été dépenalisées. La répression de l'"extrémisme" est largement instrumentalisée pour faire taire les acteurs de l'information critiques. Des infractions administratives futiles sont invoquées pour justifier la suspension voire la fermeture définitive des quelques titres indépendants survivants.

Les journalistes et blogueurs indépendants sont la cible d'un harcèlement multiforme : les condamnations arbitraires à leur égard se multiplient, alors que les menaces et agressions dont ils font fréquemment l'objet qui restent le plus souvent impunies.

Après avoir assumé la présidence tournante de l'OSCE en 2010, le Kazakhstan attache une grande importance à la poursuite de son affirmation au sein des institutions internationales et régionales. **L'examen périodique universel est une occasion de rappeler à Astana que cette affirmation n'est pas sans contrepartie et que le respect de ses engagements internationaux en matière de respect des droits de l'homme est indispensable.**

1. Des lois liberticides utilisées pour tuer le pluralisme

Les promesses répétées de dépénalisation de la diffamation n'ont pas été suivies d'effet. Ce chef d'inculpation, assorti de circonstances aggravantes lorsque des représentants des autorités sont visés, reste l'un des plus fréquemment invoqués pour réduire au silence les voix critiques. Il en va de même pour l'insulte et l'"extrémisme", dont les définitions vagues et larges permettent les interprétations les plus répressives. C'est sous prétexte d'"extrémisme" que les journaux d'opposition *Respublika* et *Vzgliad*, la chaîne satellitaire *K+* et le site d'information *Stan.tv* ont été interdits entre décembre 2012 et janvier 2013, au terme de parodies de procès piétinant les droits de la défense et multipliant les vices de procédure. Au regard de la notoriété et de l'influence de ces titres, ces condamnations ont représenté un moment tournant pour la liberté de la presse au Kazakhstan.

Depuis lors, l'élimination des médias critiques se poursuit, sous les prétextes les plus divers. La principale méthode à l'oeuvre est de multiplier les condamnations disproportionnées à leur rencontre au nom d'infractions administratives mineures, réelles ou supposées. Le dernier exemple en date de cet acharnement est le sort du journal d'opposition *Pravdivaïa Gazeta*, dont la fermeture définitive a été prononcée fin février 2014. Depuis sa création en mars 2013, ce titre avait été condamné trois fois, de façon largement infondée, pour "infraction aux règles de publication" (mentions légales incomplètes, inexactes ou illisibles).

2. Le cercle vicieux de l'insécurité et de l'impunité

Parallèlement à cette campagne d'élimination des médias critiques, le nombre et la gravité des agressions d'acteurs de l'information atteignent des niveaux très préoccupants.

Le rédacteur en chef du journal local indépendant *Oural'skaïa Nedelia* et lauréat 2012 du prix Peter Mackler, Lukpan Akhmediarov, a été victime d'une tentative d'assassinat en avril 2012. Hospitalisé avec un traumatisme crânien, huit plaies ouvertes à des organes vitaux tels que les poumons, les reins et l'estomac, et des traces de projectiles de pistolet à air comprimé, il a conservé de lourdes séquelles de cette attaque pendant plusieurs mois. Les pressions contre lui s'étaient fortement intensifiées depuis qu'il s'était associé à des manifestations d'opposition quelques mois auparavant. Il fait encore aujourd'hui l'objet de plusieurs poursuites au pénal liées à son activité professionnelle.

En août 2012, un autre journaliste d'opposition, Oularbek Baïtailak, a fait l'objet d'une tentative d'assassinat. Plus récemment, le journaliste Igor Larra, célèbre pour ses articles critiques à l'égard des autorités locales et pour sa couverture des émeutes de Janaozen, a été violemment agressé en août 2013. Ce n'est qu'après plusieurs heures qu'il a été autorisé à faire une déposition au commissariat, et après plusieurs jours qu'il a pu subir un examen médical.

L'agression de Lukpan Akhmediarov a fait l'objet d'une enquête sérieuse. Bien que le commanditaire n'ait toujours pas été identifié, les quatre responsables directs ont été identifiés et condamnés pour "tentative d'assassinat" et "constitution d'un groupe criminel organisé". Toutefois, ce n'est que sous une forte pression que la première enquête fantaisiste menée par la justice locale avait fini par être abandonnée, et qu'un nouvel inspecteur avait été dépêché de la capitale. Ce traitement reste une exception dans un océan d'impunité.

3. Internet sous pression

Alors que l'accès à Internet se généralise grâce à la téléphonie mobile, la reprise en main de la Toile est à l'oeuvre depuis l'adoption en 2009 d'une loi assimilant les blogs et réseaux sociaux à des "médias de masse". Un grand nombre de sites ont été bloqués lors de la campagne électorale qui a précédé la "réélection" triomphale du président Noursoultan Nazarbaïev en avril 2011, dont ceux de *Radio Free Europe*, de la *BBC* et de *K+*. En août 2011, une vingtaine de sites jugés "extrémistes" ont été bloqués, dont les principales plate-formes de blogs, LiveJournal et LiveInternet.

Les troubles de Janaozen ont été l'occasion de prendre la mesure des progrès réalisés par les autorités kazakhes en matière de cybercensure. Alors que les émeutes se déclenchaient, le 16 décembre 2011, la ville et ses environs ont très rapidement été coupés du monde : pendant plusieurs jours, Internet et les télécommunications ont été interrompus dans un rayon d'environ 65 km autour de Janaozen. Dans la région, et notamment la capitale régionale Aktau, théâtre d'autres rassemblements très tendus, il était impossible d'envoyer ou de recevoir des SMS, ou d'accéder à Internet à partir d'un smartphone. Twitter a été bloqué dans l'ensemble du pays pendant une journée entière peu après l'éclatement des émeutes, alors que plusieurs sites d'information de référence — le site Guljan.org, l'agence de presse citoyenne russe Ridus.ru, ou le portail du journal d'opposition *Respublika* entre autres— sont restés inaccessibles pendant plusieurs jours.

Aujourd'hui, alors que toute critique a largement disparu des médias traditionnels, les blogueurs sont dans l'oeil du cyclone. En juillet 2013, le blogueur Alexandre Kharlamov, connu pour ses enquêtes sur la corruption dans sa région de Ridder (à l'est du pays), a été arrêté pour "incitation à la haine religieuse" pour avoir exprimé des vues athées. Libéré de prison deux mois plus tard, il reste assigné à résidence.

Au cours du seul mois de février 2014, quatre blogueurs ont été condamnés sous divers prétextes à des peines allant de dix à quinze jours d'emprisonnement : Rinat Kibraïev, Nurali Aytelenov, Andreï Tsukanov et Dmitry Chtchelokov. Ce dernier a de nouveau été condamné à quinze jours de détention peu après sa sortie de prison, bien qu'il ait perdu quinze kilos au cours d'une grève de la faim et qu'il soit atteint d'une bronchite sévère.

Recommandations

Reporters sans frontières appelle les autorités kazakhes à :

- Réformer le code pénal de façon à dépénaliser les délits de presse et mettre en conformité la législation sur l'extrémisme avec le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, ratifié par le Kazakhstan.
- Réformer le code administratif de manière à respecter le principe de la proportionnalité des peines : des infractions administratives mineures ne doivent en aucun cas pouvoir entraîner la fermeture d'un média.
- Réformer la législation relative à Internet de façon à respecter la neutralité des intermédiaires techniques et à s'assurer qu'aucun site ne peut être bloqué sans une décision de justice prise dans le respect du contradictoire.
- Mettre un terme au harcèlement des médias, journalistes et blogueurs indépendants.
- Mettre en oeuvre tous les moyens nécessaires pour que les auteurs d'agressions contre des acteurs de l'information soient identifiés et punis.